

V° CONGRÈS

DE LA

FEDERATION NATIONALE DES BOURSES DU TRAVAIL

Tours, 12 septembre 1896.

DU RÔLE DES BOURSES DU TRAVAIL DANS LA SOCIÉTÉ FUTURE

1°- L'anarchie bourgeoise:

Appliqué à l'état économique et politique actuel, le mot société n'a point de sens.

Rien ne ressemble moins, en effet, à l'association, à la combinaison des forces physiques, intellectuelles et naturelles pour le bien-être général, que la mêlée ardente où, bon gré mal gré, les hommes se trouvent actuellement engagés. Aujourd'hui nul effort qui n'ait pour but ou, tout au moins, pour conséquence, d'annihiler d'autres efforts; chacun ne songe et ne s'occupe qu'à entraver le libre exercice des facultés de son voisin; partout régnet la concurrence, la rivalité, l'envie, avec leur inséparable cortège: la calomnie et la violence.

Le médecin appelle la maladie; le soldat, la guerre; le commerçant, quelque cataclysme qui raréfie les produits; l'industriel, une surabondance de bras qui abaisse le taux des salaires; le prêtre et l'héritier souhaitent de nombreux et opulents morts; le rentier, peu d'enfants; l'enfant, peu de frères et de sœurs. Et, de tous ces souhaits qui se contrarient, naît une lutte perpétuelle et sans merci, à qui se taillera dans le patrimoine social la plus belle et la plus large part, sans ignorer que l'excédant du bien-être est fait de l'excédant de la misère, que des hommes meurent parce que d'autres vivent trop. Rechercher de cet état antagonique la cause, les conséquences (tant au point de vue économique qu'au point de vue politique) et, si c'est possible, le remède: tel est l'objet de ce rapport

2°- La cause de l'anarchie bourgeoise:

La cause de cet état, c'est l'existence d'une valeur d'échange, c'est-à-dire d'un signe (que ce signe possède ou non une valeur intrinsèque), chargé de représenter une valeur soi-disant correspondante de produits. En effet, ce signe a deux vices capitaux: tout d'abord, il se prête à l'accaparement et à la capitalisation; puis, au lieu de garantir le travail présent ou passé de qui le possède, il ne fait que le présumer.

Le signe d'échange se prête à l'accaparement et à la capitalisation, parce qu'au lieu de rester signe, équivalent fiduciaire et toujours exact des produits, il devient à la fois valeur, c'est-à-dire marchandise, et instrument indispensable du travail. Comme un homme ne peut gagner qu'un autre ne perde (suivant l'expression d'un docteur de l'Eglise), du jour où a débuté l'inégalité dans la possession de ce signe, de ce jour est née la loi de l'offre et la demande, c'est-à-dire l'augmentation inversement proportionnelle et toujours croissante de la richesse et de la misère, et de leurs conséquences: l'autorité et la servitude.

Si la possession des instruments de production, tout au moins des instruments naturels: le sol, par exemple, si cette possession était demeurée libre pour tous, au lieu d'être devenue le prix d'une certaine quantité de valeurs d'échange, l'homme qui, pour une cause quelconque, accidentelle ou naturelle, aurait succombé à la misère, aurait cependant conservé la faculté de s'en évader en reprenant le travail, et l'acquisition d'une nouvelle somme de bien-être n'aurait dépendu que de sa vigueur ou de son intelligence. Mais en subordonnant l'acquisition des instruments de travail à la possession d'un signe, dont la valeur, nominale fixe, est en réalité instable et arbitraire, on incita les hommes qui possédaient ce signe à le louer cher, d'abord, c'est-à-dire à n'en délivrer une quantité donnée que contre une quantité supérieure de travail, d'où la plus-value, le surtravail, l'usure sous toutes les formes, puis à s'en procurer, coûte que coûte, la plus grande quantité possible: d'où la concurrence, le dol et la fraude.

C'est là l'origine du système social moderne tout entier. Assurément, la violence, le despotisme, la fraude ont précédé la création de signes d'échange; mais ce sont les signes d'échange qui ont développé, compliqué les rouages sociaux, créé, peut-on dire, la complexe organisation actuelle. L'histoire ancienne, notamment l'histoire grecque, abonde en témoignages du rôle néfaste joué par eux et des efforts faits par d'illustres législateurs pour en diminuer la malfaisance, soit, en en variant la nature et la forme, soit en les rendant d'accumulation difficile.

3°- Conséquences dans l'ordre économique:

Du jour où, la propriété individuelle constituée et l'homme ne pouvant plus acquérir les instruments de production qu'à condition d'en payer le prix en valeurs d'échange, le propriétaire put vendre ces instruments pour une somme supérieure à leur valeur, de ce jour naquit la classe des intermédiaires, c'est-à-dire des habiles qui, possesseurs d'assez de valeurs d'échange pour être désormais dispensés d'une production personnelle, ne s'occupèrent plus qu'à acheter au plus bas et à revendre au plus haut prix possible les produits fabriqués par les autres. Et comme chaque opération de ce genre ne cessait d'accroître l'inégalité économique entre le commerçant et le producteur ou le consommateur, plus tôt arrivait l'époque où les successeurs de chaque commerçant pouvaient à leur tour cesser la production utile pour devenir des para-sites sociaux.

Auquel point en est arrivée la disproportion entre le prix d'achat des produits et leur prix de vente, on le sait, sans y réfléchir suffisamment ou sans avoir l'énergie nécessaire pour y mettre un terme. Quelques exemples entre mille.

Certains vins d'Italie, qui valent sur place 6 fr. 50, sont achetés par le commerce de gros 48 francs et revendus de 70 à 80 francs, soit près de quinze fois leur valeur initiale.

L'hectolitre d'alcool, acheté à 90° 52 francs, est vendu à 45° jusqu'à 3 francs le litre.

Le vêtement payé 12 francs à l'industrialisme est vendu 35 francs par le commerce.

Certains articles de lingerie, dont la production (matière et main-d'œuvre comprises) a coûté de 15 à 20 francs par douzaine, sont vendus de 60 à 80 francs en gros, soit quatre fois, et de 7 à 8 francs la pièce, soit près de cinq fois leur valeur.

Et ainsi de même dans toutes les branches de la production, cette plus-value étant absorbée par les droits de douane, les frais de transit, la rémunération des commissionnaires, et surtout l'intérêt du capital avancé.

4°- Conséquences dans l'ordre politique:

La création, le développement et, enfin, la systématisation de cet état de choses, ont eu pour résultat la division de l'humanité en deux classes: l'une, peu nombreuse, et comprenant les hommes devenus capables de vivre et de jouir sans travail personnel; l'autre, composée des millions d'hommes que leur état de misère oblige à produire de plus en plus pour une quantité de moins en moins forte de valeurs d'échange. Depuis trente ans, par exemple, le taux du salaire s'est élevé de 17%; mais, comme le prix des produits s'est également élevé de 23%, la puissance d'achat du pauvre a diminué de 6% tandis qu'augmentait d'autant celle de l'intermédiaire (industriel, agriculteur, commerçant, courtier), maître aujourd'hui de toute la vie sociale.

Comme cette inégalité numérique des classes laissait craindre que la seconde n'eût un jour l'idée de secouer le joug de la première; comme, en fait, chaque âge a vu des révoltes, parfois formidables, parmi des esclaves, les serfs, les prolétaires, la caste des riches, à peine constituée, sentit le besoin de se grouper autour du Pouvoir, créé à l'origine de chaque Etat, de le consolider, de l'étendre, d'en faire son œuvre et son instrument. Dès lors, et progressivement, se constituèrent les milices, les armées, les magistratures, la police, chargées de protéger l'organisme social, les parlements, les ministères chargés de l'administrer. Et, comme ces diverses fonctions coûtaient beaucoup sans rien produire, les pauvres durent redoubler d'efforts pour satisfaire les besoins des parasites. De même que, dans l'ordre

économique, il y avait le mercanti, dont toute la peine consistait (travail stérile et inutile) à transmettre du producteur au consommateur, ou inversement, l'offre et la demande que tous deux auraient pu se communiquer directement, de même il y eut dans l'ordre politique, et pour la moindre comme pour la plus importante réforme, l'intermédiaire chargé d'en recevoir la demande, l'intermédiaire chargé de l'examiner, l'intermédiaire chargé d'en ratifier ou d'en dénoncer l'approbation, l'intermédiaire chargé de l'exécuter, sans compter les mille et un intermédiaires de second ordre, les uns éloignés des autres, mobilisant des mois, souvent des années, des centaines d'hommes pour des œuvres que l'entente libre et directe des intéressés aurait conçues et accomplies en quelques semaines. Et tout cela créé, perfectionné par le pauvre, condamné ainsi à forger de ses propres mains les instruments de sa servitude, si bien garrotté qu'il lui est devenu impossible de s'évader des rets sociaux autrement qu'en les brisant.

5°- L'œuvre révolutionnaire:

La Révolution sociale doit donc avoir pour objectif de supprimer la valeur d'échange, le capital qu'elle engendre, les institutions qu'elle crée.

Nous partons de ce principe, que l'œuvre révolutionnaire doit être de libérer les hommes, non seulement de toute autorité, mais encore de toute institution qui n'a pas essentiellement pour but le développement de la production. Par conséquent, nous ne pouvons imaginer la société future autrement que comme l'association volontaire et libre des producteurs.

Deux choses nous paraissent évidentes: la première, c'est que la vie sociale se réduit à l'organisation de la production. Manger et penser: ce doit être là toute l'occupation humaine. Or, quel rôle jouent dans la production les parasites (parasites économiques et parasites politiques) de l'état social actuel? Supposons disparue la valeur marchande des instruments de production, c'est-à-dire l'obligation de posséder des valeurs d'échange pour les acquérir, et d'en posséder beaucoup pour les acquérir à bas prix; voilà tous les hommes obligés, pour vivre, de travailler, et du même coup supprimés: le commerçant, dont la fonction sociale se borne à louer les valeurs d'échange qu'il a capitalisées; le soldat, surtout fait pour conquérir au commerçant - de nouveaux - débouchés ou contenir la foule des prolétaires, le magistrat, chargé de punir les révoltés; l'Etat, enfin, à la fois source et produit de la classe dirigeante.

Une vérité non moins évidente, et qui répond à une objection commune, c'est que plus s'accroît la responsabilité personnelle, plus s'affirme la raison inculquée à l'homme, et moins, par suite, celui-ci a besoin de lois et d'entraves pour remplir le devoir social, qui est d'ordonner commodément sa vie sans nuire à autrui. Voyez quelle différence il existe - à égalité même de salaire - entre l'homme qui travaille loin de toute surveillance, et celui qui se trouve constamment sous l'œil du maître, entre deux dessinateurs industriels, par exemple, dont l'un opère chez lui, l'autre à l'usine. Le second produit beaucoup moins que le premier. Et pourquoi? Parce qu'il existe au cœur de l'homme, non pas ce sentiment puéril d'insubordination qu'indique une observation superficielle, mais le noble et hautain désir d'affirmer sa force, son intelligence, le meilleur de soi, sa personnalité.

Au lieu donc d'attendre, pour les supprimer, que l'homme ne songe plus à violer les lois, il nous paraît qu'il faut supprimer les lois pour que l'homme n'ait plus à s'insurger contre-elles.

6°- La rationnelle fonction de l'humanité ainsi rétablie, il reste à constituer l'association des producteurs: association librement constituée, toujours ouverte, limitée même, si les associés le jugent utile, à l'exécution de l'objet qui l'a fait naître, telle, en un mot, que nul n'y ait à redouter les contraintes morales, non moins pénibles que les contraintes matérielles. Appelons ces associations: syndicats, et voyons quel est leur rôle.

Chacune d'elles a le soin d'une branche de la production: celle-ci, le logement; celle-là, l'alimentation; cette autre, l'art. Les unes et les autres doivent s'enquérir tout d'abord des besoins de la consommation, puis des ressources dont elles disposent pour y satisfaire. Combien faut-il, chaque jour, extraire de granit, moulin de farine, organiser de spectacles pour une population donnée? Ces quantités connues, combien de granit, de farine peuvent être obtenus sur place? Combien de spectacles, organisés? Combien d'ouvriers, d'artistes sont nécessaires? Combien de matériaux ou de producteurs faut-il demander aux

associations voisines? Comment diviser la tâche ? Comment établir les entrepôts publics? Comment utiliser, aussitôt connues, les découvertes scientifiques?

Eh bien! ces fonctions diverses, ne sont-ce pas celles qu'ont à remplir les associations ouvrières baptisées en France du nom malheureux de Bourses du Travail, en Italie du nom moins équivoque de Chambres du travail? Oui, a peu de chose près. Ces institutions ont même, actuellement, une mission plus complexe. Leur but est de rechercher, non seulement le nombre des professions de chaque contrée, la quantité des produits récoltés, fabriqués ou extraits, la quantité des produits nécessaires à l'alimentation et à l'entretien, le nombre de travailleurs nécessaire au maintien de l'équilibre entre la production et la consommation, mais encore les causes si diverses, si insaisissables parfois, de la dépréciation des salaires, la solution des perpétuels conflits entre le capital et le travail, de faire, en un mot, maintes études qui, déterminées par l'existence du capital, disparaîtraient avec lui.

Supposons donc, avec Claude Gignoux et Victorien Bruguier (1), «que les travaux et les recherches des Bourses du Travail, en donnant aux travailleurs la connaissance exacte de leur condition de vie dans l'état social actuel», aient déterminé la transformation complète dont nous avons précédemment esquissé les lignes. Que devient le rôle des associations ouvrières?

Connaissant, en premier lieu, le rapport de la production à la consommation, elles utilisent les matériaux produits ou extraits par leurs membres.

Connaissant également la quantité des produits qui leur manquent et de ceux qu'elles ont en excédant, elles demandent ailleurs, soit les associés dont elles ont besoin, soit les produits spéciaux que la nature a refusés à leur sol. Le Creuzot donne ses produits métallurgiques, Sedan et Elbeuf leurs draps, la Bourgogne ses vins, en échange de quoi ces contrées s'approvisionnent elles-mêmes des produits qu'elles ne possèdent pas. (Claude Gignoux et V. Bruguier.)

La conséquence de ce nouvel état, de cette suppression des organes sociaux inutiles, de cette simplification des organes nécessaires, c'est que l'homme produit mieux, davantage et plus rapidement, qu'il peut, par suite, consacrer de longues heures à son développement intellectuel, accélérer ainsi les progrès de la mécanique s'exonérer de plus en plus de la pénible main-d'œuvre et ordonner son existence d'une façon plus conforme aux instinctives aspirations vers le studieux repos.

Conclusion:

Voilà donc le champ d'étude qui s'ouvre devant le prolétariat! Voilà l'état nouveau à quoi doivent se préparer les Bourses du Travail, en étudiant les régions qu'elles embrassent, en apprenant, avec les besoins, les ressources industrielles, les zones de culture, la densité de la population, en devenant des écoles de propagande, d'administration et d'étude, en se rendant, pour tout dire en un mot, capables de supprimer et de remplacer l'organisation sociale présente. Et tel est l'avenir réservé au prolétariat, si, prenant conscience de ses facultés intellectuelles et de sa dignité, il arrive à ne puiser qu'en lui l'obligation du devoir social à détester et à briser toute autorité étrangère, à conquérir enfin le repos et à vivre libre.

Pour le Comité fédéral des Bourses du Travail,

Le Rapporteur,

Fernand Pelloutier, secrétaire.

(1) *Bulletin officiel de la Bourse du Travail de Nîmes*, 15 août 1896.